ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération au développement, le 23 juin 1975, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal portant modification de l'arrêté royal du 25 avril 1956 fixant le statut des agents du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur", a donné le 9 juillet 1975 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 23e juni 1975 door de Minister van Buitenlandse Zaken en van Ontwikkelingssamenwerking verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 april 1956 tot vaststelling van het statuut der personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel", heeft de 9e juli 1975 het volgend advies gegeven :

Article 1er du projet.

Article 7 nouveau de l'arrêté modifié.

Au § 1er, alinéa 1er, il convient d'énoncer dans deux phrases distinctes la règle de l'admission au stage dans l'ordre des résultats de l'épreuve, qui a le caractère d'un concours, et la règle déterminant la durée du stage.

L'alinéa 1er, du § 1er pourrait être rédigé comme suit :

"Les candidats classés en ordre utile sont admis au stage, par le Ministre des Affaires étrangères, dans l'ordre des résultats qu'ils ont obtenus au concours d'admission auquel ils se sont présentés. Le stage est d'une durée de vingt-quatre mois".

L'article 7, § 1er, alinéa 2 nouveau, reproduit l'article 7, alinéa 2, actuellement en vigueur, sous la seule réserve qu'il substitue aux mots "est renvoyé au premier stage organisé après l'accomplissement de son terme de service actif ...", les mots "doit participer au premier stage organisé après l'accomplissement de son terme de service actif ...". Cette modification de texte ne se justifie pas. En effet, l'article 7, § 2, nouveau fait mention du candidat "reporté" à une "session de stage" ultérieure et il impose à ce candidat l'obligation de participer à cette session de stage,sous peine de perdre tous ses titres à accomplir le stage : il est donc superflu d'énoncer cette obligation au § 1er, alinéa 2.

.../...

Pour ce qui est de la terminologie, l'expression "session de stage", employée à l'article 7, § 2, est plus correcte.

A l'article 7, § 1er, alinéa 2, il y a donc lieu d'écrire : "Le candidat classé en ordre utile qui n'a pas accompli son terme de service actif à l'armée ... est reporté d'office à la première session de stage organisée après ...".

Le § 2 appelle l'observation suivante :

Le candidat qui ne participera pas à la session de stage à laquelle il a été reporté ne sera plus admis au stage, même s'il a été empêché de participer à ladite session par un cas de force majeure, tel qu'une maladie. Une règle aussi draconienne n'est pas en harmonie avec de nombreuses dispositions de notre droit qui admettent l'excuse de la force majeure. Le délégué du Ministre a marqué son accord pour que le § 2 soit amendé. A cet égard, le texte proposé ci-après tend aussi à mettre l'article 7, § 2, plus complètement en harmonie avec le § 1er, alinéa 2, du même article et avec l'article 7 de l'arrêté ministériel du 18 juin 1974 :

"...

§ 2. Ne peut plus être admis au stage le candidat qui, dans le cas visé au § 1er, alinéa 2, ou dans les autres cas prévus par le Ministre des Affaires étrangères, a été reporté à une session de stage déterminée et qui, hors le cas de force majeure, ne participe pas à cette session".

.../...

Article 8 nouveau de l'arrêté royal du 25 avril 1956.

Par souci de clarté et afin d'assurer l'uniformité de la terminologie, il est proposé de rédiger comme suit les §§ 1er à 4 de cet article :

"Article 8.-

§ 1er. Pendant la période précédant l'examen prévu par l'article 9, § 2, alinéa 1er, le maître des stages établit, tous les trois mois, un rapport, dans lequel il émet, sur la base de l'activité et du comportement du stagiaire, une appréciation au sujet de celui-ci, spécialement au point de vue de l'aptitude de ce dernier à représenter le pays à l'étranger.

Chaque rapport est communiqué au Conseil de direction et au stagiaire; il est joint à son dossier personnel.

§ 2. Au cours de la période visée au § 1er, le stagiaire peut être licencié pour cause d'inaptitude moyennant un préavis de trois mois. Durant ce délai de préavis, l'intéressé est soumis aux dispositions de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 fixant le statut des agents temporaires.

§ 3. Pendant toute la durée du stage, tout acte fautif commis dans l'accomplissement ou à l'occasion de celui-ci ... (la suite comme au projet).

§ 4. Avant la date de l'examen prévu par l'article 9, § 2, alinéa 1er, le conseil de direction délibère sur l'ensemble des rapports de stage et notamment sur le rapport final, qui ont été établis par le maître des stages. Dans les conclusions

.../...

du rapport final, le maître des stages propose soit d'autoriser le stagiaire à se présenter à l'examen d'admission définitive, soit de le licencier.

Au cas où le rapport ...(comme au projet).

Le Conseil de direction ... (comme au projet).

Le Ministre décide ... (comme au projet)".

Article 9 nouveau de l'arrêté royal du 25 avril 1956.

Le § 2 de cet article serait mieux rédigé comme suit :

"§ 2. L'examen comprenant les trois premières épreuves énumérées au § 1er a lieu à une date aussi proche que possible de la fin du dix-huitième mois du stage.

L'examen consistant dans la quatrième épreuve indiquée au § 1er a lieu aussitôt que possible après la fin du stage".

Le Conseil d'Etat propose, en accord avec le fonctionnaire délégué, d'amender l'article 9, § 3, pour le rendre plus conforme aux principes qui doivent présider à la répartition des compétences respectives du Ministre et du Secrétaire permanent au recrutement tant en ce qui concerne le choix des membres du jury ordinaire que la détermination des modalités de l'examen d'admission définitive.

.../...

Le texte suivant est proposé :

"§ 3. Les modalités de l'examen d'admission définitive sont déterminées par le Ministre des Affaires étrangères, après avis du Secrétaire permanent au recrutement. Celui-ci organise les épreuves.

Les membres des jurys sont désignés par le Secrétaire permanent au recrutement, sous réserve de l'accord du Ministre des Affaires étrangères. Toutefois, les membres du jury chargé de vérifier la connaissance de la seconde langue nationale sont désignés exclusivement par le Secrétaire permanent au recrutement".

Article 10 nouveau de l'arrêté royal du 25 avril 1956.

Pour des motifs de clarté, il est proposé de répartir les dispositions de l'article 10 en 4 articles distincts dont la présentation, la teneur et la rédaction seront précisées plus loin.

*

L'alinéa 3 du § 1er du projet accorde une ancienneté fictive aux candidats dont l'entrée en stage a, en application de l'article 7, § 1er, alinéa 2, été reportée à une session de stage ultérieure, en raison des obligations militaires des intéressés. Le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique a,

.../...

dans une lettre parvenue le 9 juin 1975 au Ministre des Affaires étrangères, et qui a été communiquée au Conseil d'Etat, émis des réserves au sujet de cette mesure. Dans la lettre du 17 juin 1975, par laquelle il a saisi le Conseil d'Etat, le Ministre des Affaires étrangères déclare qu'il voudrait savoir si le Conseil d'Etat se rallie aux réserves du Secrétaire d'Etat à la Fonction publique. Rien n'interdit l'octroi, pour des motifs d'équité, d'une ancienneté fictive aux candidats dont l'entrée en stage a été retardée par l'effet de leurs obligations militaires.

*

Alors que l'article 10, § 1er, alinéa 3, vise des stagiaires dont l'admission au stage a été retardée -et, en outre, exclusivement ceux d'entre eux pour lesquels cette mesure a dû être prise en raison de leurs obligations militaires-, les alinéas 4 et 5 visent des stagiaires qui ont commencé leur stage à la date normale et qui ont obtenu du Ministre des Affaires étrangères, conformément à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 18 juin 1974, que la poursuite de leur stage soit reportée à la session suivante. Il y aurait lieu d'amender le texte des alinéas 4 et 5 de manière à indiquer plus clairement que ces dispositions concernent des stagiaires, qui, à la différence de ceux qui sont visés à l'alinéa 3, ont commencé leur stage à la date normale.

Lorsque des stagiaires sont, comme il vient de l'être expliqué, autorisés par le Ministre des Affaires étrangères à interrompre leur stage, ils sont en général,

.../...

nommés à titre définitif à la même date que les stagiaires avec lesquels ils se présentent à l'examen d'admission définitive (alinéa 4). Toutefois, si des stagiaires ont été autorisés à poursuivre leur stage à la session suivante, "en raison d'une absence pour (cause de) maladie ou infirmité", ils obtiennent le bénéfice d'une nomination avec effet rétroactif : pour le calcul de leur ancienneté de grade, ils sont censés avoir été nommés à titre définitif à la même date que les agents qui avaient participé au même concours d'admission au stage. Cette rétroactivité, qui est, d'ailleurs, d'une portée limitée, est justifiée par des considérations d'équité et n'est contraire à aucune règle de droit.

Le texte suivant est proposé pour les §§ 1er, 2 et 3 nouveaux de l'article 10 :

"§ 1er. Les stagiaires qui ont obtenu les 6/10èmes des points dans chaque épreuve de l'examen d'admission définitive sont nommés par le Roi, avec effet à la date de l'expiration de la période de stage, en qualité d'agent définitif de la carrière du Service extérieur, dans la sixième classe administrative.

Lors de leur nomination, les agents sont classés dans l'ordre de la moyenne des points qu'ils ont obtenus au concours d'admission au stage et à l'examen d'admission définitive.

§ 2. Pour le calcul de leur ancienneté de grade et par dérogation au paragraphe 1er, les stagiaires dont

.../...

l'admission au stage a été reportée en application de l'article 7, § 1er, alinéa 2, sont censés avoir été nommés en qualité d'agent définitif à la même date que les autres stagiaires qui se sont présentés avec eux au concours d'admission au stage. Toutefois, au cas où cette date de nomination à titre définitif serait antérieure à la date du commencement du stage des intéressés, la nomination de ceux-ci ne se fera qu'avec effet à la même date que la nomination des autres stagiaires avec lesquels ils se sont présentés à l'examen d'admission définitive.

§ 3. La nomination des stagiaires qui ont été autorisés par le Ministre des Affaires étrangères à interrompre le stage et à le poursuivre à la session suivante se fait avec effet à la même date que la nomination des autres stagiaires avec lesquels ils se sont présentés à l'examen d'admission définitive. Toutefois, les stagiaires qui ont obtenu ladite autorisation en raison d'une absence pour cause de maladie ou d'infirmité sont, pour le calcul de leur ancienneté de grade, censés avoir été nommés en qualité d'agent définitif à la même date que les autres stagiaires qui se sont présentés avec eux au concours d'admission au stage".

§ 2 et § 3.

En son paragraphe 2, l'article 10 nouveau autorise les stagiaires qui ne réussissent pas le premier examen d'admission définitive auquel ils se sont présentés, à se présenter une seconde fois à cet examen mais il ne détermine

.../...

pas la situation juridique des intéressés durant la période qui s'écoulera jusqu'à la notification de la mesure qui sera prise à la suite des résultats du second examen. Il convient de compléter sur ce point l'arrêté en projet .

Dans le cas où les candidats réussissent le second examen d'admission définitive auquel ils se présentent, il paraît logique de leur maintenir la qualité de stagiaire jusqu'à la date à partir de laquelle leur nomination à titre définitif produira ses effets.

Dans le cas où des candidats échouent au second examen d'admission définitive auquel ils se présentent, ils sont, aux termes de l'article 10, § 3 nouveau, licenciés. La disposition qui vient d'être citée devrait énoncer cette règle de manière plus directe. Par ailleurs, le licenciement se fera avec préavis de trois mois. Durant le délai de préavis, il serait illogique de maintenir aux intéressés la qualité de stagiaire. Pour ce motif et pour mettre en harmonie l'article 10, § 3 nouveau, avec l'article 8, § 2 nouveau, il conviendrait de donner aux intéressés la qualité d'agent temporaire soumis au statut fixé par l'arrêté du Régent du 30 avril 1947. Cette suggestion a recueilli l'accord du fonctionnaire délégué.

Le texte suivant est proposé :

"Article 10bis.-

Les stagiaires qui n'ont pas réussi l'examen d'admission définitive peuvent se présenter une seconde fois à cet examen. Ils ne doivent subir à nouveau que l'épreuve ou les épreuves pour lesquelles ils n'avaient pas obtenu les 6/10èmes des points (1).

.../...

(1) Tel qu'il est rédigé, ce texte laisse aux candidats qui le désireraient la faculté de présenter à nouveau l'ensemble des épreuves, y compris celles pour lesquelles ils auraient réussi.

Un nouvel examen est organisé trois mois après la fin du stage pour les stagiaires qui ont échoué à une des épreuves énumérées à l'article 9, § 1er, 1°, 2° et 3°.

Les stagiaires qui ont échoué à l'épreuve sur les matières économiques et commerciales peuvent participer à la première épreuve sur ces mêmes matières qui sera ultérieurement organisée.

Article 10ter (article 10, § 3, alinéa 2 selon le projet).

Les stagiaires qui réussissent le second examen d'admission définitive sont nommés en qualité d'agent définitif. Pour le calcul de leur ancienneté de grade, ils sont censés l'être à une date de trois mois postérieure à la date à laquelle la nomination des autres stagiaires qui se sont présentés avec eux pour la première fois à l'examen d'admission définitive, produit ses effets.

Les candidats visés à l'alinéa 1er conservent leur qualité de stagiaires jusqu'à la date à partir de laquelle leur nomination en qualité d'agent définitif produit ses effets.

Article 10quater.(article 10, § 3, alinéa 1er selon le proje

Les stagaires qui échouent au second examen d'admission définitive sont licenciés; ils bénéficient toutefois d'un délai de préavis de trois mois, qui prendra cours le jour de la notification de la mesure.

Les candidats visés à l'alinéa 1er sont, durant le délai de préavis, soumis aux dispositions de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 fixant le statut des agents temporaires".

.../...

Article 2 du projet.

L'article 11bis, que l'article 2 du projet abroge, constitue à lui seul la "Sous-section 4. De la formation économique et commerciale". Dès lors, il y a lieu de supprimer cette subdivision du chapitre Ier de l'arrêté royal du 25 avril 1956.

Article 5 du projet.

Les modifications apportées par l'article 5 du projet à l'article 44 de l'arrêté royal du 25 avril 1956 sont identiques à celles que l'article 1er du projet apporte à l'article 7 de l'arrêté. L'article 44 nouveau appelle donc les mêmes observations que l'article 7 nouveau.

Sous réserve des règles propres aux candidats aux emplois de la carrière de Chancellerie, que l'article 44 énonce -et qui sont peu nombreuses- cet article 44 doit être rédigé dans les mêmes termes que l'article 7.

Le Conseil d'Etat propose, dès lors, pour l'article 44 nouveau de l'arrêté modifié, le texte suivant :

"Article 44.-

§ 1er. Les candidats qui se sont classés en ordre utile au concours organisé pour les emplois qui ne sont pas réservés aux agents de la carrière de l'administration centrale sont admis au stage par le Ministre des Affaires étrangères, dans l'ordre des résultats qu'ils

.../...

ont obtenus au concours d'admission auquel ils se sont présentés. Le stage est d'une durée de dix-huit mois.

Le candidat classé en ordre utile qui n'a pas accompli son terme de service actif à l'armée ou qui n'est pas exempté ou dispensé d'obligations militaires est, d'office, reporté à la première session de stage organisée après l'accomplissement de son terme de service actif ou l'obtention de la dispense ou de l'exemption.

§ 2. Ne peut plus être admis au stage, le candidat qui, dans le cas visé au § 1er, alinéa 2, ou dans les autres cas prévus par le Ministre des Affaires étrangères, a été reporté à une session de stage déterminée et qui, hors le cas de force majeure, ne participe pas à cette session.

§ 3. (comme au projet).

§ 4. (comme au projet).

Article 6 du projet.

Sous réserve de la différence de certaines des règles applicables respectivement à l'organisation du stage des candidats aux emplois de la carrière de Chancellerie et à l'organisation du stage des candidats aux emplois de la carrière du Service extérieur, -différence qui résulte précisément des réformes propres à ces deniers agents prévues par le projet-, l'article 44bis doit être rédigé dans les mêmes termes que l'article 8 nouveau.

.../...

Le Conseil d'Etat propose pour l'article 44bis le texte suivant :

"Article 44bis.-

§ 1er. Tous les trois mois, le maître des stages établit un rapport dans lequel il émet, sur la base de l'activité et du comportement du stagiaire, une appréciation au sujet de celui-ci, spécialement au point de vue de l'aptitude de ce dernier à représenter le pays à l'étranger.

Chaque rapport est communiqué au conseil de direction et au stagiaire; il est joint à son dossier.

§ 2. Le stagiaire peut être licencié pour cause d'inaptitude, moyennant un préavis de trois mois. Durant ce délai de préavis, l'intéressé est soumis aux dispositions de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 fixant le statut des agents temporaires.

§ 3. (Comme au projet).

§ 4. Avant la date fixée pour l'examen d'admission définitive, le conseil de direction délibère sur l'ensemble des rapports de stage et notamment sur le rapport final, qui ont été établis par le maître des stages. Dans les conclusions du rapport final, le maître des stages propose soit d'autoriser le stagiaire à se présenter à l'examen d'admission définitive, soit de le licencier.

(Pour les alinéas 2 à 4 du § 4, comme au projet).

.../...

§ 5. (comme au projet).

Article 7 du projet.

Pour se conformer à l'usage et pour des motifs de concordance générale, il est proposé de rédiger cet article comme suit :

"Article 7.-

L'article 45, § 1er, 3° du même arrêté est abrogé".

Article 8 du projet.

Sous réserve de certaines règles propres aux candidats aux emplois de la carrière de Chancellerie, l'article 46 nouveau de l'arrêté royal du 25 avril 1956 contient des règles identiques à celles qu'établit l'article 10 nouveau du projet; sous la réserve indiquée, l'article 46 nouveau devrait être rédigé dans les mêmes termes que les articles 10 à 10quater proposés par le Conseil d'Etat. Le texte suivant est proposé :

"Article 46.-

§ 1er. Les stagiaires qui ont obtenu les 6/10èmes des points dans chaque épreuve de l'examen d'admission définitive sont nommés par le Roi, avec effet à la date de l'expiration de la période de stage, en qualité d'agent définitif de la carrière de Chancellerie, dans la cinquième classe administrative.

.../...

Lors de leur nomination, les agents sont classés dans l'ordre de la moyenne des points qu'ils ont obtenus au concours d'admission au stage et à l'examen d'admission définitive.

§ 2. Pour le calcul de leur ancienneté de grade et par dérogation au paragraphe 1er, les stagiaires dont l'admission au stage a été reportée en application de l'article 44, § 1er, alinéa 2, sont censés avoir été nommés en qualité d'agent définitif à la même date que les autres stagiaires qui se sont présentés avec eux au concours d'admission au stage. Toutefois, au cas où cette date de nomination à titre définitif serait antérieure à la date du commencement du stage des intéressés, la nomination de ceux-ci ne se fera qu'avec effet à la même date que la nomination des autres stagiaires avec lesquels ils se sont présentés à l'examen d'admission définitive.

§ 3. La nomination des stagiaires qui ont été autorisés par le Ministre des Affaires étrangères à interrompre le stage et à le poursuivre à la session suivante se fait avec effet à la même date que la nomination des autres stagiaires avec lesquels ils se sont présentés à l'examen d'admission définitive. Toutefois, les stagiaires qui ont obtenu ladite autorisation en raison d'une absence pour cause de maladie ou d'infirmité sont, pour le calcul de leur ancienneté de grade, censés avoir été nommés en qualité d'agent définitif à la même date que les autres stagiaires qui se sont présentés avec eux au même concours d'admission au stage".

.../...

Article 46bis.-

Les stagiaires qui n'ont pas réussi l'examen d'admission définitive peuvent se présenter une seconde fois à cet examen. Ils ne doivent subir à nouveau que l'épreuve ou les épreuves pour lesquelles ils n'avaient pas obtenu les 6/10èmes des points (1).

Un nouvel examen est organisé, pour les stagiaires visés à l'alinéa 1er, trois mois après la notification des résultats du premier examen.

Article 46ter (article 46, § 2, alinéa 3, selon le projet

Les stagiaires qui réussissent le second examen d'admission définitive sont nommés en qualité d'agent définitif. Pour le calcul de leur ancienneté de grade, ils sont censés l'être à une date de trois mois postérieure à la date à laquelle la nomination des autres stagiaires qui se sont présentés avec eux pour la première fois à l'examen d'admission définitive, produit ses effets.

Les candidats visés à l'alinéa 1er conservent leur qualité de stagiaire jusqu'à la date à partir de laquelle leur nomination en qualité d'agent définitif produit ses effets.

.../...

---

(1) Tel qu'il est rédigé, ce texte laisse aux candidats la faculté de présenter à nouveau l'épreuve ou les épreuves dans lesquelles ils auraient obtenu 6/10ème des points.

Article 46quater (article 46, § 2, alinéa 2, selon le projet

Les stagiaires qui échouent au second examen d'admission définitive sont licenciés; ils bénéficient toutefois d'un délai de préavis de trois mois, qui prendra cours le jour de la notification de la mesure.

Les candidats visés à l'alinéa 1er sont, durant le délai de préavis, soumis aux dispositions de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 fixant le statut des agents temporaires .

CHAPITRE III DU PROJET - "Dispositions transitoires et final

Comme son intitulé l'indique, le chapitre III du projet comprend à la fois des dispositions transitoires et des dispositions finales. Etant donné que les dispositions transitoires sont relativement nombreuses et fort développées, il serait plus clair de subdiviser le chapitre III en deux sections, la première groupant les dispositions transitoires (les articles 10, 11 et 12), la seconde groupant les dispositions finales (les articles 13 et 14).

Section 1ère. - Dispositions transitoires (selon le texte proposé par le Conseil d'Etat).

Au sujet de l'article 10, il appartiendra au Gouvernement de préciser si son intention est de limiter l'examen aux seules questions d'ordre économique et d'en exclure les problèmes d'ordre commercial. En effet, une contradiction apparaît à cet égard entre la rédaction du paragraphe 1er et celle du paragraphe 2, alinéa 3.

.../...

Sous réserve de cette observation et pour exprimer de manière plus précise la volonté du Gouvernement ainsi que pour mettre le texte des dispositions transitoires en harmonie avec le texte des dispositions permanentes que le projet tend à introduire dans l'arrêté royal du 25 avril 1956, le Conseil d'Etat propose le texte suivant pour les articles 10 à 12 du projet :

article 10, § 1er, alinéa 1er du projet).

"Article 10.-

§ 1er. Les agents de la carrière du Service extérieur qui ont été admis au stage avant le 1er janvier 1974 doivent se présenter à un examen portant sur les questions d'ordre économique qui sont en relation avec l'activité du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur. Cet examen a lieu aussi tôt que possible après l'expiration de la troisième année qui suit la nomination à titre définitif desdits agents.

rticle 10, § 2 linéa 1er du rojet).

Les modalités de l'examen imposé par l'alinéa 1er sont déterminées par le Ministre des Affaires étrangères, après avis du Secrétaire permanent au recrutement. Celui-ci organise les épreuves; il désigne les membres du jury, sous réserve de l'accord du Ministre des Affaires étrangères.

rticle 10, § 2, linéas 2 et 3 u projet).

§ 2. Les agents qui réussissent l'examen prévu au § 1er, la première fois qu'ils le subissent sont promus à la cinquième classe administrative, avec effet à la date d'expiration de la troisième année qui suit leur nomination à titre définitif.

.../...

Ils sont classés dans l'ordre de la moyenne des points qu'ils ont obtenus aux épreuves énumérées ci-après, les résultats de celles-ci étant exprimés par une cote calculée sur un maximum de dix points pour chacune d'elles : 1) le concours d'admission au stage; 2) l'examen d'admission définitive; 3) l'examen portant sur les questions d'ordre économique.

Article 10, § 2, alinéa 4 du projet).

§ 3. Les agents qui ne réussissent pas l'examen peuvent s'y présenter une seconde fois; pour bénéficier de cette faculté, ils doivent se présenter à la première épreuve ayant le même objet qui sera organisée dans la suite.

Les agents qui réussissent l'examen la seconde fois qu'ils le subissent sont promus à la cinquième classe administrative. Pour le calcul de leur ancienneté de grade, ils sont censés avoir été nommés à cette classe à une date de trois mois postérieure à celle à laquelle y ont été nommés les autres agents qui s'étaient présentés avec eux pour la première fois à l'examen.

Article 10, § 2, alinéa 4 du projet).

Les agents qui échouent à l'examen une seconde fois ne peuvent plus s'y présenter. Ils ne sont pas susceptibles d'être promus à la cinquième classe administrative.

Article 11.-

§ 1er. Pour les stagiaires de la carrière du Service extérieur qui se sont classés en ordre utile au concours d'admission au stage organisé en 1973, la durée du stage reste fixée à dix-huit mois.

.../...

L'admission en qualité d'agent définitif desdits stagiaires continue à être réglée par les articles 9 et 10 de l'arrêté royal du 25 avril 1956, tels que ces articles étaient rédigés avant leur modification par le présent arrêté.

§ 2. Après leur nomination à titre définitif, les agents visés au § 1er reçoivent, pendant une période de six mois, une formation dans les domainès économiques et commercial conformément à l'article 11bis, § 1er, alinéas 1er et 2, de l'arrêté royal du 25 avril 1956, modifié par l'arrêté royal du 13 avril 1973.

Ils sont tenus de se présenter à un examen portant sur les matières économiques et commerciales qui leur ont été enseignées. Cet examen a lieu aussitôt que possible après l'expiration de la période de six mois indiquée à l'alinéa 1er.

Les dispositions de l'article 10, § 1er, alinéa 2, § 2 et § 3 du présent arrêté sont applicables.

§ 3. Les agents qui n'ont réussi l'examen d'admission définitive que la seconde fois qu'ils l'ont subi, reçoivent leur formation dans les domaines économique et commercial lors de la session suivante.

Article 12.-

Les stagiaires de la carrière du Service extérieur et les stagiaires de la carrière du Service de Chancellerie qui se sont présentés à l'examen d'admission

.../...

définitive avant l'entrée en vigueur du présent arrêté et qui ont échoué pour n'avoir pas obtenu les 6/10èmes des points dans toutes les épreuves portant sur la connaissance usuelle ou sur la connaissance suffisante d'une langue imposée par l'article 9, § 1er, ou par l'article 45, § 1er, de l'arrêté royal du 25 avril 1956, modifié par l'arrêté royal du 13 avril 1973, ne doivent subir à nouveau que l'épreuve ou les épreuves pour lesquelles ils n'avaient pas obtenu les 6/10èmes des points".

*

Observation complémentaire.

Pour discerner la portée du présent projet, il est nécessaire de faire une comparaison particulièrement attentive et minutieuse entre le texte des dispositions de l'arrêté royal du 25 avril 1956 actuellement en vigueur et le texte nouveau établi par le projet pour de nombreux articles de cet arrêté. Le Conseil d'Etat estime que pour faire clairement apparaître la portée des réformes envisagées il serait utile que le projet soit accompagné d'un rapport au Roi.

Artikel 1 van het ontwerp.

Nieuw artikel 7 van het gewijzigde besluit.

Aan de twee in § 1, eerste lid, neergelegde regels dienen twee volzinnen te worden gewijd : een aan de regel die stelt dat tot de proeftijd wordt toegelaten in de rangorde van de uitslag van het examen, hetwelk een vergelijkend examen is, en een aan de regel betreffende de duur van die proeftijd.

De tekst kan dan als volgt worden gelezen :

"De batig gerangschikte kandidaten worden door de Minister van Buitenlandse Zaken tot de proeftijd toegelaten in de rangorde van de uitslag die zij op het door hen afgelegde vergelijkend toelatingsexamen hebben behaald. De proeftijd duurt vierentwintig maanden".

Artikel 7, § 1, tweede lid, nieuw, heeft dezelfde tekst als het thans geldende artikel 7, tweede lid, behalve dat de woorden "wordt evenwel verwezen naar de eerste proeftijd die aanvangt nadat hij zijn werkelijke diensttermijn heeft vervuld ...", worden vervangen door : "dient deel te nemen aan de eerste proeftijd die aanvangt nadat hij zijn werkelijke diensttermijn heeft vervuld ...". Dat is geen gewettigde wijziging. De nieuwe § 2 heeft het immers over de kandidaat die naar een latere "sessie van de proeftijd" "werd verwezen", en verplicht hem aan die sessie deel te nemen, op straffe van verlies van al zijn aanspraken op het vervullen van de proeftijd. Het is dus overbodig die verplichting te formuleren in § 1, tweede lid.

.../...

Terminologisch gezien is de in artikel 7, § 2, gebruikte uitdrukking "sessie van de proeftijd" juister.

In artikel 7, § 1, tweede lid, schrijve men dus : "De batig gerangschikte kandidaat die zijn termijn van werkelijke dienst bij het leger niet heeft volbracht ... wordt ambtshalve verwezen naar de eerste sessie van de proeftijd die aanvangt nadat ...".

Bij § 2 moet het volgende worden opgemerkt :

De kandidaat die niet opkomt voor de sessie waarnaar hij is verwezen, wordt niet meer tot de stage toegelaten, zelfs al was hij verhinderd door overmacht, bij voorbeeld ziekte. Een zo drastische regel ligt niet in de lijn van heel wat bepalingen uit ons recht, die overmacht als excuus aannemen. De gemachtigde van de Regering heeft verklaard het eens te zijn met amendering van § 2. Het hier volgende tekstvoorstel strekt tevens om artikel 7, § 2, dichter te doen aansluiten bij artikel 7, § 1, tweede lid, en ook bij artikel 7 van het ministerieel besluit van 18 juni 1974 :

"...

§ 2. Tot de proeftijd kan niet meer worden toegelaten de kandidaat die, in het geval bedoeld onder § 1, tweede lid of in de andere gevallen bepaald door de Minister van Buitenlandse Zaken, naar een bepaalde sessie van de proeftijd is verwezen en, behoudens overmacht, niet aan die sessie deelneemt".

.../...

Nieuw artikel 8 van het koninklijk besluit van 25 april 1956.

Terwille van de overzichtelijkheid en van de eenheid van terminologie wordt voorgesteld de §§ 1 tot en met 4 als volgt te lezen :

"Artikel 8.-

§ 1. In de periode die aan het bij artikel 9, § 2, eerste lid, voorgeschreven examen voorafgaat, stelt de stagemeester om de drie maanden een verslag op waarin hij over de stagiair, op de grondslag van diens werkzaamheid en gedrag, een beoordeling te kennen geeft, in het bijzonder uit een oogpunt van zijn geschiktheid om het land in het buitenland te vertegenwoordigen.

Elk verslag wordt aan de directieraad en aan de stagiair meegedeeld; het wordt in het persoonlijk dossier van deze laatste opgenomen.

§ 2. In de onder § 1 bedoelde periode kan de stagiair wegens ongeschiktheid worden afgedankt, met drie maanden opzegging. Gedurende die opzeggingstermijn is hij onderworpen aan het bepaalde in het besluit van de Regent van 30 april 1947 houdende vaststelling van het statuut van het tijdelijk personeel.

§ 3. Voor elke fout, begaan in het vervullen van of ter gelegenheid van de proeftijd (... zoals in het ontwerp...) kan de stagiair die er zich schuldig aan maakt, gedurende de hele proeftijd zonder opzegging worden afgedankt. (Voorts zoal in het ontwerp).

.../...

§ 4. Vóór de datum van het bij artikel 9, § 2, eerste lid, voorgeschreven examen beraadslaagt de directieraad over de gezamenlijke stageverslagen, waaronder inzonderheid het eindverslag, die door de stagemeester zijn opgesteld. In de conclusies van het eindverslag stelt de stagemeester voor, hetzij de stagiair toe te staan het examen voor vaste benoeming af te leggen, hetzij hem af te danken.

Als het eindverslag ... (zoals in het ontwerp).

De directieraad ... (zoals in het ontwerp).

De Minister beslist ... (zoals in het ontwerp).

Nieuw artikel 9 van het koninklijk besluit van 25 april 1956.

In dit artikel zou § 2 beter als volgt worden gelezen :

"§ 2. Het examen dat de eerste drie in § 1 genoemde gedeelten omvat, heeft plaats op een datum die zo dicht mogelijk bij het einde van de achttiende maand van de proeftijd ligt.

Het vierde in § 1 genoemde examengedeelte wordt zo spoedig mogelijk na het einde van de proeftijd afgenomen".

.../...

In overleg met de gemachtigde ambtenaar stelt de Raad van State voor, artikel 9, § 3, te amenderen, zodat het beter zal stroken met de beginselen die in acht moeten worden genomen inzake de verdeling van de respectieve bevoegdheid van de Minister en de Vaste Wervingssecretaris, zowel wat de keuze van de leden der gewone examencommissie als wat de nadere regelen in verband met het examen voor vaste benoeming betreft.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"§ 3. De nadere regelen betreffende het examen voor vaste benoeming worden bepaald door de Minister van Buitenlandse Zaken, na advies van de Vaste Wervingssecretaris. Deze organiseert de examens.

De leden van de examencommissies worden aangewezen door de Vaste Wervingssecretaris, onder voorbehoud van het akkoord van de Minister van Buitenlandse Zaken. De leden van de commissie die de kennis van de tweede landstaal dient te toetsen, worden echter uitsluitend door de Vaste Wervingssecretaris aangewezen".

<u>Nieuw artikel 10 van het koninklijk besluit van 25 april 1956.</u>

Terwille van de overzichtelijkheid wordt voorgesteld artikel 10 uit te splitsen in vier artikelen. Inrichting, inhoud en redactie daarvan worden verderop aangegeven.

*

.../...

In het derde lid van § 1 verleent het ontwerp een fictieve ancienniteit aan de kandidaten wier toelating tot de proeftijd overeenkomstig artikel 7, § 1, tweede lid, tot een latere sessie is uitgesteld omdat zij militaire verplichtingen hadden. In een brief die op 9 juni 1975 bij de Ministe van Buitenlandse Zaken is ingekomen en waarvan aan de Raad van State inzage is gegeven, maakt de Staatssecretaris voor het Openbaar Ambt voorbehoud ten aanzien van die maatregel. De Minister van zijn kant verklaart in de brief van 17 juni 1975 waarmee hij om 's Raads advies verzoekt, dat hij zou willen weten of de Raad het met het voorbehoud van de Staatssecretaris eens is. Niets belet dat om redenen van billijkheid een fictieve ancienniteit wordt verleend aan kandidaten die ten gevolge van hun militaire verplichtingen slechts met vertraging tot de stage toegelaten zijn kunnen worden.

*

Terwijl artikel 10, § 1, derde lid, betrekking heeft op stagiairs die met vertraging tot de proeftijd zijn toegelaten - en dan nog uitsluitend op hen voor wie die maatregel genomen is moeten worden wegens hun militaire verplichtigen - gaat het in het vierde en vijfde lid om stagiairs die hun proeftijd op de normale datum hebben aangevangen en van de Minister van Buitenlandse Zaken, overeenkomstig artikel 8 van het ministerieel besluit van 18 juni 1974, verkregen hebben dat het voortzetten van hun proeftijd tot de volgende sessie wordt uitgesteld. Door amendering van de tekst zou duidelijker tot uiting moeten worden gebracht dat het vierde en het vijfde lid stagiairs betreffen die, anders dan degenen over wie het derde lid handelt, hun proeftijd op de normale datum hebben aangevangen.

.../...

Wanneer stagiairs,zoals uiteengezet is, van de Ministe van Buitenlandse Zaken toestemming hebben gekregen om hun proeftijd te onderbreken, worden zij over het algemeen in vast verband benoemd op dezelfde datum als de stagiairs met wie zij het examen voor vaste benoeming afleggen (vierde lid). Stagiairs echter die toestemming hebben gekregen om hun proeftijd bij de volgende sessie voort te zetten "omwille van een afwezigheid wegens ziekte of gebrekkigheid", genieten het voordeel van een benoeming met terugwerkende kracht : voor de berekening van hun graadancienniteit worden zij geacht in vast verband benoemd te zijn op dezelfde datum als de ambtenaren die aan hetzelfde vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd hadden deelgenomen. Die, overigens beperkte, terugwerking is gewettigd door de billijkheid en komt niet in strijd met enige rechtsregel.

Voor de §§ 1, 2 en 3, nieuw, van artikel 10 wordt de volgende tekst voorgesteld :

"§ 1. De stagiairs die in elk gedeelte van het examen voor vaste benoeming 6/10e van de punten hebben behaald, worde door de Koning, met uitwerking op de dag waarop hun proeftijd verstreken is, benoemd tot ambtenaar in vast verband bij de carrière buitenlandse dienst, in de zesde administratieve klasse.

Bij hun benoeming worden de ambtenaren gerangschikt volgens het gemiddele van de punten die zij op het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd en op het examen voor vaste benoeming hebben behaald.

.../...

§ 2. Voor de berekening van hun graadancienniteit en met afwijking van § 1 worden de stagiairs wier toelating tot de proeftijd is uitgesteld overeenkomstig artikel 7, § 1, tweede lid, geacht tot ambtenaar in vast verband te zijn benoemd op dezelfde datum als de andere stagiairs die met hen het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd hebben afgelegd. Mocht die datum van benoeming in vast verband echter vóór de datum van de aanvang van de proeftijd der betrokkenen vallen, dan heeft dezer benoeming eerst uitwerking op dezelfde datum als de benoeming van de andere stagiairs met wie zij het examen voor vaste benoeming hebben afgelegd.

§ 3. De benoeming van de stagiairs aan wie de Minister van Buitenlandse Zaken heeft toegestaan de proeftijd te onderbreken en bij de volgende sessie voort te zetten, heeft uitwerking op dezelfde datum als de benoeming van de andere stagiairs met wie zij het examen voor vaste benoeming hebben afgelegd. De stagiairs echter die deze toestemming hebben verkregen op grond van afwezigheid wegens ziekte of gebrekkigheid, worden voor de berekening van hun graadancienniteit geacht tot ambtenaar in vast verband te zijn benoemd op dezelfde datum als de andere stagiairs die met hen het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd hebben afgelegd".

§ 2 en § 3.

Volgens § 2 van het nieuwe artikel 10 mogen de stagiairs die niet slagen voor het eerste examen voor vaste benoeming dat zij hebben afgelegd, een tweede maal aan een dergelijk examen deelnemen. Niet gezegd wordt echter wat hun

.../...

rechtstoestand zal zijn tot de dag waarop kennis wordt gegeven van de maatregel die na de uitslag van het tweede examen genomen zal worden. Het ontwerp-besluit dient op dat punt te worden aangevuld.

Slagen de kandidaten voor hun tweede examen voor vaste benoeming, dan lijkt het in de rede te liggen dat zij hun hoedanigheid van stagiair behouden tot de dag waarop hun vaste benoeming uitwerking heeft.

Slagen zij niet, dan worden zij volgens artikel 10, § 3, nieuw, afgedankt. Die regel zou zonder omwegen zo geformuleerd moeten worden. Voor het overige krijgen de afgedankten drie maanden opzegging. Het zou onlogisch zijn dat zij gedurende die termijn hun hoedanigheid van stagiair behouden. Daarom en terwille van de overeenstemming van artikel 10, § 3, nieuw, met artikel 8, § 2, nieuw, verlene men aan de betrokkenen de hoedanigheid van tijdelijk ambtenaar met het statuut dat door het besluit van de Regent van 30 april 1947 is bepaald. Dat voorstel heeft de instemming van de gemachtigde ambtenaar verkregen.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 10bis.-

De stagiairs die niet geslaagd zijn voor het examen voor vaste benoeming, mogen aan dat examen een tweede maal deelnemen. Zij hoeven alleen het gedeelte of de gedeelten af te leggen waarvoor zij minder dan 6/10e van de punten hadden behaald (1).

.../...

(1) Zo geformuleerd laat de tekst aan de kandidaten die dat mochten wensen de mogelijkheid om alle examengedeelten, ook die waarvoor zij geslaagd zijn, opnieuw af te leggen.

Drie maanden na het einde van de proeftijd wordt een nieuw examen georganiseerd voor de stagiairs die niet geslaagd zijn voor een van de examengedeelten, opgesomd in artikel 9, § 1, 1°, 2° en 3°.

De stagiairs die niet geslaagd zijn voor het gedeelte over de economische en handelsvakken, mogen deelnemen aan het eerstvolgende examengedeelte over die vakken.

Artikel 10ter (artikel 10, § 3, tweede lid in het ontwerp).

De stagiairs die voor het tweede examen voor vaste benoeming geslaagd zijn, worden tot ambtenaar in vast verband benoemd. Voor de berekening van hun graadancienniteit worden zij geacht benoemd te zijn op een datum die drie maanden later valt dan de datum waarop uitwerking heeft de benoeming van de andere stagiairs die met hen voor de eerste maal het examen voor vaste benoeming hebben afgelegd.

De in het eerste lid bedoelde kandidaten behouden hun hoedanigheid van stagiair tot de datum vanaf welke hun benoeming tot ambtenaar in vast verband uitwerking heeft.

Artikel 10quater (artikel 10, § 3, eerste lid in het ontwerp).

De stagiairs die niet geslaagd zijn voor het tweede examen voor vaste benoeming, worden afgedankt; zij krijgen echter drie maanden opzegging, ingaande op de dag van de kennisgeving van de maatregel.

De in het eerste lid bedoelde kandidaten zijn tijdens de opzeggingstermijn onderworpen aan het bepaalde in het besluit van de Regent van 30 april 1947 houdende vaststelling van het statuut van het tijdelijk personeel".

.../...

Artikel 2 van het ontwerp.

Artikel 11bis, dat door artikel 2 van het ontwerp wordt opgeheven, valt samen met de "Onderafdeling 4. Vorming in economische en handelszaken". Die onderafdeling van hoofdstuk I van het koninklijk besluit van 25 april 1956 dient derhalve te worden weggewerkt.

Artikel 5 van het ontwerp.

De wijzigingen welke artikel 5 van het ontwerp aanbrengt in artikel 44 van het koninklijk besluit van 25 april 1956 zijn dezelfde als artikel 1 van het ontwerp aanbrengt in artikel 7 van het besluit. Bij artikel 44, nieuw, is dus hetzelfde op te merken als bij artikel 7, nieuw.

Onder voorbehoud van de - weinig talrijke - in artikel 44 neergelegde regels die alleen voor betrekkingen van de kanselarijcarrière gelden, moet dat artikel 44 geredigeerd worden zoals artikel 7.

Voor het nieuwe artikel 44 van het gewijzigde besluit stelt de Raad derhalve de volgende tekst voor :

"Artikel 44.-

§ 1. De kandidaten die batig gerangschikt zijn bij het vergelijkend examen voor de betrekkingen welke niet voor ambtenaren van de carrière hoofdbestuur zijn voorbehouden, worden door de Minister van Buitenlandse Zaken tot de proeftijd

.../...

toegelaten in de rangorde van de uitslag die zij op het door hen afgelegde vergelijkend toelatingsexamen hebben behaald. De proeftijd duurt achttien maanden.

De batig gerangschikte kandidaat die zijn termijn van werkelijke dienst bij het leger niet heeft volbracht of niet vrijgesteld of vrijgelaten is van militaire verplichting, wordt ambtshalve verwezen naar de eerste sessie van de proeftijd die aanvangt nadat hij zijn werkelijke diensttermijn heeft vervuld of nadat hij vrijgesteld of vrijgelaten is.

§ 2. Tot de proeftijd kan niet meer worden toegelate de kandidaat die, in het geval bedoeld onder § 1, tweede lid, of in de andere gevallen bepaald door de Minister van Buitenlandse Zaken, naar een bepaalde sessie van de proeftijd is verwezen en, behoudens overmacht, niet aan die sessie deelneemt.

§ 3. (zoals in het ontwerp).

§ 4. (zoals in het ontwerp)".

Artikel 6 van het ontwerp.

Onder voorbehoud van het verschil in een aantal van de regels betreffende de organisatie van de proeftijd voor betrekkingen van, onderscheidenlijk, de kandelarijcarrière en de carrière buitenlandse dienst - een verschil dat juist het gevolg is van de hervormingen welke het ontwerp voor de ambtenaren van deze laatste invoert -, moet artikel 44bis geredigeerd worden zoals het nieuwe artikel 8.

.../...

De Raad van State stelt de volgende tekst voor :

"Artikel 44bis.-

§ 1. Om de drie maanden stelt de stagemeester een verslag op waarin hij over de stagiair, op de grondslag van diens werkzaamheid en gedrag, een beoordeling te kennen geeft, in het bijzonder uit een oogpunt van zijn geschiktheid om het land in het buitenland te vertegenwoordigen.

Elk verslag wordt aan de directieraad en aan de stagiair meegedeeld; het wordt in het dossier van deze laatste opgenomen.

§ 2. De stagiair kan wegens ongeschiktheid worden afgedankt, met drie maanden opzegging. Gedurende die opzeggingstermijn is hij onderworpen aan het bepaalde in het besluit van de Regent van 30 april 1947 houdende vaststelling van het statuut van het tijdelijk personeel.

§ 3. (zoals in het ontwerp).

§ 4. Vóór de datum die vastgesteld is voor het examen voor vaste benoeming, beraadslaagt de directieraad over de gezamenlijke stageverslagen, waaronder inzonderheid het eindverslag, die door de stagemeester zijn opgesteld. In de conclusies van het eindverslag stelt de stagemeester voor, hetzij de stagiair toe te staan het examen voor vaste benoeming af te leggen, hetzij hem af te danken.

(Het tweede tot vierde lid van § 4 zoals in het ontwerp).

.../...

§ 5. (zoals in het ontwerp)".

Artikel 7 van het ontwerp.

Overeenkomstig het gebruik en terwille van de algemene overeenstemming redigere men dit artikel als volgt :

"Artikel 7.-

Artikel 45, § 1, 3°, van hetzelfde besluit wordt opgeheven".

Artikel 8 van het ontwerp.

Onder voorbehoud van een aantal regels die alleen de kandidaten voor betrekkingen in de kanselarijcarrière betreffen, schrijft het nieuwe artikel 46 van het koninklijk besluit van 25 april 1956 hetzelfde door als het nieuwe artikel 10 van het ontwerp; onder dat voorbehoud moet het nieuwe artikel 46 geredigeerd worden zoals de door de Raad voorgestelde artikelen 10 tot 10quater.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

Artikel 46.-

§ 1. De stagiairs die in elk gedeelte van het examen voor vaste benoeming 6/10e van de punten hebben behaald, worden door de Koning, met uitwerking op de dag waarop hun proeftijd verstreken is, benoemd tot ambtenaar in vast verband bij de kanselarijcarrière, in de vijfde administratieve klasse.

.../...

Bij hun benoeming worden de ambtenaren gerangschikt volgens het gemiddelde van de punten die zij op het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd en op het examen voor vaste benoeming hebben behaald.

§ 2. Voor de berekening van hun graadancienniteit en met afwijking van § 1 worden de stagiairs wier toelating tot de proeftijd is uitgesteld overeenkomstig artikel 44, § 1, tweede lid, geacht tot ambtenaar in vast verband te zijn benoemd op dezelfde datum als de andere stagiairs die met hen het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd hebben afgelegd. Mocht die datum van benoeming in vast verband echter vóór de datum van de aanvang van de proeftijd der betrokkenen vallen, dan heeft dezer benoeming eerst uitwerking op dezelfde datum als de benoeming van de andere stagiairs met wie zij het examen voor vaste benoeming hebben afgelegd.

§ 3. De benoeming van de stagiairs aan wie de Minister van Buitenlandse Zaken heeft toegestaan de proeftijd te onderbreken en bij de volgende sessie voort te zetten, heeft uitwerking op dezelfde datum als de benoeming van de andere stagiairs met wie zij het examen voor vaste benoeming hebben afgelegd. De stagiairs echter die deze toestemming hebben verkregen op grond van afwezigheid wegens ziekte of gebrekkigheid, worden voor de berekening van hun graadancienniteit geacht tot ambtenaar in vast verband te zijn benoemd op dezelfde datum als de andere stagiairs die met hen het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd hebben afgelegd".

.../...

"Artikel 46bis.

De stagiairs die niet geslaagd zijn voor het examen voor vaste benoeming, mogen aan dat examen een tweede maal deelnemen. Zij hoeven alleen het gedeelte of de gedeelten af te leggen waarvoor zij minder dan 6/10e van de punten hadden behaald (1).

Drie maanden na de kennisgeving van de uitslag van het eerste examen wordt een nieuw examen georganiseerd voor de in het eerste lid bedoelde stagiairs.

Artikel 46ter (artikel 46, § 2, derde lid van het ontwerp).

De stagiairs die voor het tweede examen voor vaste benoeming geslaagd zijn, worden tot ambtenaar in vast verband benoemd. Voor de berekening van hun graadancienniteit worden zij geacht benoemd te zijn op een datum die drie maanden later valt dan de datum waarop uitwerking heeft de benoeming van de andere stagiairs die met hen voor de eerste maal het examen voor vaste benoeming hebben afgelegd.

De in het eerste lid bedoelde kandidaten behouden hun hoedanigheid van stagiair tot de datum vanaf welke hun benoeming tot ambtenaar in vast verband uitwerking heeft.

.../...

---

(1) Zo geformuleerd laat de tekst aan de kandidaten die dat mochten wensen de mogelijkheid om alle examengedeelten, ook die voor zij geslaagd zijn, opnieuw af te leggen.

Artikel 46quater (artikel 46, § 2, tweede lid in het ontwerp)

De stagiairs die niet geslaagd zijn voor het tweede examen voor vaste benoeming, worden afgedankt; zij krijgen echter drie maanden opzegging, ingaande op de dag van de kennisgeving van de maatregel.

De in het eerste lid bedoelde kandidaten zijn tijdens de opzeggingstermijn onderworpen aan het bepaalde in het besluit van de Regent van 30 april 1947 houdende vaststelling van het statuut van het tijdelijk personeel".

HOOFDSTUK III VAN HET ONTWERP - "Overgangs- en slotbepalingen

Zoals het opschrift zegt bevat hoofdstuk III van he ontwerp overgangs- en slotbepalingen. De overgangsbepalingen zijn vrij talrijk en uitvoerig. Het hoofdstuk zou dan ook overzichtelijker worden als het in twee afdelingen werd gesplitst, een met de overgangsbepalingen (de artikelen 10, 11 en 12) en een met de slotbepalingen (de artikelen 13 en 14).

Afdeling 1. - Overgangsbepalingen (volgens de door de Raad voorgestelde tekst).

Wat artikel 10 betreft : de Regering zal dienen te verduidelijken of het haar voornemen is, dat het examen alleen over economische onderwerpen, niet over handelsproblemen zal gaan. Op dat punt is er immers tegenspraak tussen § 1 en § 2, derde lid.

.../...

Met dat voorbehoud stelt de Raad van State de volgende lezing van de artikelen 10 tot 12 van het ontwerp voor; de bedoeling is, de wil van de Regering nauwkeuriger te verwoorden en de tekst van de overgangsbepalingen in overeenstemming te brengen met die van de blijvende bepalingen welke het ontwerp in het koninklijk besluit van 25 april 1956 opgenomen wil zien.

Artikel 10, § 1, eerste lid, van het ontwerp).

"Artikel 10.-

§ 1. De ambtenaren van de carrière buitenlandse dienst die vóór 1 januari 1974 tot de proeftijd zijn toegelaten, moeten een examen afleggen over economische onderwerpen die verband houden met de activiteit van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel. Dat examen heeft plaats zo spoedig mogelijk na het verstrijken van het derde jaar dat volgt op de vaste benoeming van die ambtenaren.

Artikel 10, § 2, eerste lid, van het ontwerp).

De nadere regelen betreffende het in het eerste lid voorgeschreven examen worden bepaald door de Minister van Buitenlandse Zaken, na advies van de Vaste Wervingssecretaris. Deze organiseert de examens; hij wijst de leden van de examencommissie aan, onder voorbehoud van het akkoord van de Minister van Buitenlandse Zaken.

Artikel 10, § 2, tweede en derde lid, van het ontwerp).

§ 2. De ambtenaren die de eerste maal dat zij het afleggen slagen voor het in § 1 voorgeschreven examen, worden tot de vijfde administratieve klasse bevorderd, met uitwerking op de datum van het verstrijken van het derde jaar dat op hun vaste benoeming volgt.

.../...

Zij worden gerangschikt volgens het gemiddelde van de punten die zij hebben behaald voor de hierna genoemde examens, waarvan de uitslag wordt uitgedrukt door een waardecijfer, berekend op ten hoogste tien punten voor elk gedeelte : 1) het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd; 2) het examen voor vaste benoeming; 3) het examen over economische onderwerpen.

Artikel 10, § 2, vierde lid, van het ontwerp).

§ 3. De ambtenaren die niet slagen voor het examen, mogen er een tweede maal aan deelnemen; zij mogen dat alleen als zij deelnemen aan het eerstvolgende examen dat met hetzelfde doel wordt afgenomen.

De ambtenaren die de tweede maal dat zij het afleggen slagen voor het examen, worden in de vijfde administratieve klasse bevorderd. Voor de berekening van hun graadanciënniteit worden zij geacht in die klasse benoemd te zijn op een datum die drie maanden later valt dan de datum waarop daarin zijn benoemd de andere ambtenaren die met hen voor de eerste maal het examen hebben afgelegd.

rtikel 10, 2, vierde id, van het ntwerp).

De ambtenaren die een tweede maal niet voor het examen slagen, mogen er niet meer aan deelnemen. Zij kunnen niet tot de vijfde administratieve klasse worden bevorderd.

Artikel 11.-

§ 1. Voor de stagiairs van de carrière buitenlandse dienst die batig gerangschikt zijn bij het in 1973 gehouden vergelijkend examen voor toelating tot de

.../...

proeftijd, blijft de duur van de proeftijd vastgesteld op achttien maanden.

De benoeming van die stagiairs tot ambtenaar in vast verband blijft geregeld door de artikelen 9 en 10 van het koninklijk besluit van 25 april 1956, zoals deze luidden vóór ze door het tegenwoordige besluit werden gewijzigd.

§ 2. Na hun benoeming in vast verband krijgen de in § 1 bedoelde ambtenaren gedurende een periode van zes maanden een vorming op economisch en commercieel gebied, overeenkomstig artikel 11bis, § 1, eerste en tweede lid, van het koninklijk besluit van 25 april 1956, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 april 1973.

Zij dienen een examen af te leggen over de hun onderwezen economische en handelsvakken. Dat examen heeft plaats zo spoedig mogelijk na het verstrijken van de in het eerste lid vermelde periode van zes maanden.

Het bepaalde in artikel 10, § 1, tweede lid, § 2 en § 3, van dit besluit blijft van toepassing.

§ 3. De ambtenaren die slechts de tweede maal dat zij het afleggen slagen voor het examen voor vaste benoeming, ontvangen hun vorming op economisch en commercieel gebied bij de volgende sessie.

Artikel 12.-

De stagiairs van de carrière buitenlandse dienst en de stagiairs van de kanselarijcarrière die

.../...

vóór de inwerkingtreding van dit besluit het examen voor vaste benoeming hebben afgelegd en niet geslaagd zijn omdat zij minder dan 6/10e van de punten hebben behaald in alle examengedeelten over de gebruikelijke of de voldoende kennis van een taal, als voorgeschreven bij artikel 9, § 1, of bij artikel 45, § 1, van het koninklijk besluit van 25 april 1956, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 april 1973, hoeven alleen het examengedeelte of de examengedeelten waarvoor zij minder dan 6/10e van de punten behaald hadden, opnieuw af te leggen".

Aanvullende opmerking.

Wie de draagwijdte van het ontwerp wil vatten ontkomt niet aan de noodzaak van een bijzonder aandachtige en nauwlettende vergelijking tussen de thans geldende tekst van de bepalingen van het koninklijk besluit van 25 april 1956 en de nieuwe tekst welke het ontwerp voor tal van bepalingen uit dat besluit vaststelt. De Raad van State acht het nuttig dat bij het ontwerp een verslag aan de Koning wordt gevoegd waarin de draagwijdte van de voorgenomen hervormingen duidelijk wordt gemaakt.

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
J. van den BOSSCHE, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,

C. DESCHAMPS, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. van den BOSSCHE.

Le rapport a été présenté par M. Ch. HUBERLANT, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. van den BOSSCHE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. HUBERLANT, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. J. MASQUELIN.